

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**MARCHE PUBLIC n°2024136
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Le pouvoir adjudicateur :

CENTRE NATIONAL DU CINEMA ET DE L'IMAGE ANIMEE (CNC)
291 boulevard Raspail
75675 PARIS Cedex 14

Objet du Marché public :

Fourniture et gestion des abonnements à des revues, journaux et autres publications périodiques pour le CNC.

Codes CPV :

22200000-2 (Journaux, revues spécialisées, périodiques et magazines)

79980000-7 (Services d'abonnements)

Informations budgétaires :

Enveloppe : 02

Destination : FS224

Code intervention : COD31

Annexe :

Annexe 1 : Questionnaire « Egalité et Diversité »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 FORME ET MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1.4 DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC	4
1.5 MONTANT ESTIMATIF.....	4
ARTICLE 2 - REPRESENTANTS DES PARTIES	4
2.1 REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
2.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 - PRESTATIONS ATTENDUES	5
4.1 CONTEXTE	5
4.2 CARACTÉRISTIQUES DE ABONNEMENTS	5
4.3 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
4.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
5.1 CALENDRIER DES COMMANDES	6
5.2 BONS DE COMMANDE	6
5.3 MODALITÉS DE LIVRAISON.....	6
5.4 INTERLOCUTEURS DEDIES	7
5.5 FORME DES COMMUNICATIONS.....	7
5.6 HORAIRES D'OUVERTURE	7
5.7 DELAIS	7
5.8 OBLIGATIONS D'INFORMATION	7
5.9 CESSATION DE PARUTION	8
5.10 ANNULATION D'UN ABONNEMENT	8
5.11 RECLAMATIONS	8
5.12 MODIFICATIONS DES OFFRES EN FAVEUR DU CNC.....	8
5.13 LIMITE D'EXCLUSIVITÉ.....	8
ARTICLE 6 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	8
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ	8
8.1 FORME DE PRIX.....	8
8.2 CONTENU DES PRIX.....	9
8.3 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNEL.....	9
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE PAIEMENT	9
9.1 AVANCES.....	9
9.2 ACOMPTES.....	9
9.3 PÉRIODICITÉ DE FACTURATION	9
9.4 DEMANDES DE PAIEMENT	9
9.5 FACTURATION DÉMATÉRIALISÉE.....	10
9.6 FACTURATION PAPIER.....	10
9.7 PAIEMENT ET RETARD DE PAIEMENT	10
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 11 - CÉSSION ET NANTISSEMENT.....	10
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR.....	11
14.1 ASSURANCE	11
14.2 DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D. 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)	11
14.3 DISPOSITIF D'ALERTE (ARTICLE L. 8222-6 DU CODE DU TRAVAIL)	11

14.4	LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL ETRANGER	11
14.5	OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS	11
14.6	CLAUSE « DIVERSITE ET EGALITE »	12
14.6.1	<i>Contexte et objectifs</i>	12
14.6.2	<i>Obligations du titulaire</i>	12
14.7	COMMUNICATION DU BEGES	12
ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES		13
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG		13

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

1.1 Objet du Marché public

Le présent marché porte sur la fourniture et la gestion des abonnements à des revues, journaux et autres publications périodiques pour le CNC.

1.2 Allotissement

Le marché public n'est pas alloti

1.3 Forme et montant du Marché public

Le marché public prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire, exécuté à bons de commande, conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 499 000 € HT sur toute la durée du marché public, reconduction comprise.

1.4 Durée du marché public

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification ou le cas échéant, de la date indiquée dans la lettre de notification, pour une durée de douze (12) mois.

Il est ensuite tacitement reconductible trois (3) fois, pour une durée de douze (12) mois par reconduction.

1.5 Montant estimatif

A titre indicatif et non contractuel, le montant annuel estimatif est de 75 000€ HT.

ARTICLE 2 - REPRESENTANTS DES PARTIES

2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

La Directrice de la Communication et la directrice adjointe de la Communication assurent le suivi de l'exécution du présent Marché public dans la limite des délégations de signatures consenties par le Président du CNC.

Le CNC notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

2.2 Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché un interlocuteur habilité à le représenter auprès du CNC pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le CNC de toute modification d'interlocuteur désigné.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du Marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) – approuvé par l'arrêté interministériel du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du Titulaire, dont les annexes financières à l'acte d'engagement.

L'exemplaire du Marché public conservé par le CNC fait seul foi. Les conditions générales de vente du Titulaire sont inapplicables.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS ATTENDUES

4.1 Contexte

La Direction de la Communication du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) joue un rôle d'information qui consiste à :

- alerter la présidence, les directeurs et les agents "internes" de la parution, dans les titres de la presse écrite et électronique, de sujets qui concernent directement le CNC et ses dirigeants, mais aussi les dirigeants professionnels en liaison avec les secteurs du CNC, ainsi que les sujets inhérents à l'activité générale du CNC ;
- recueillir toute information relative au CNC et/ou son environnement et partenaires.

A cet effet, la Direction de la Communication souhaite, par le biais du présent marché, faire appel à un prestataire capable de fournir et de gérer l'ensemble des abonnements du CNC à des revues, journaux ou autres publications périodiques.

4.2 Caractéristiques de abonnements

Les prestations attendues couvrent la fourniture et la gestion d'abonnements à différents titres : revues, périodiques généraux ou spécialisés, numéraux isolés, spéciaux, hors-séries, annuaires etc.

Ces titres peuvent être français ou étrangers, en format papier et/ou numérique.

Les prestations ne couvrent pas les abonnements contractés directement auprès d'éditeurs, lorsque ceux-ci n'autorisent pas la commande par le biais des agences d'abonnement.

L'annexe 1 « Liste des abonnements et bordereau des prix unitaires » à l'acte d'engagement contient tous les abonnements souscrits par le CNC au titre de l'année 2024.

Les abonnements mentionnés dans cette liste couvrent les besoins récurrents CNC, qui seront amenés à être souscrits pour les années postérieures à 2024.

Cependant, le CNC ne s'engage pas à commander au titulaire l'intégralité des abonnements y figurant. Quelques ajustements pourront y être apportés en cours d'exécution du marché (suppression d'un besoin, apparition de nouveau titre, changement de format etc.)

4.3 Description des prestations attendues

Le titulaire devra proposer une solution permettant de regrouper l'ensemble de ces abonnements.

D'une manière générale, le titulaire devra être en mesure d'assurer les prestations suivantes :

- Mise à disposition d'un seul et même interlocuteur dédié au CNC pour l'ensemble des titres en gestion ;
- Prise en charge de tous les abonnements et réabonnements souhaités par le CNC : le titulaire devra souscrire auprès des éditeurs concernés les abonnements et réabonnements concernés ;
- Assurer le suivi des abonnements et leur bonne exécution ;
- Assurer le suivi des réabonnements et des relances ;
- Harmoniser les échéances ;
- Mise à disposition d'un catalogue exhaustif de titres français et étrangers ;
- Assurer la bonne distribution des différents titres, aux différents destinataires du CNC, et sur les 2 sites du CNC ;
- Concernant les formats numériques : négocier auprès des éditeurs et producteurs commerciaux les demandes de changement du type de licence juridique et de nombre d'accès des éditions électroniques associées ou non aux éditions papier ;
- Faciliter le suivi des factures (et notamment avec les titres étrangers, les abonnements pris en cours d'année etc.) ;
- Assurer le suivi des réclamations ;

- Gérer les relations avec l'éditeur, en cas de disparition d'un titre, ou tout autre problème ;
- Mise à disposition d'un outil en ligne permettant de visualiser l'état des abonnements en cours, le suivi des dossiers, qui permette de mettre en avant différentes informations récapitulatives (titres, abonnements, échéances, incidents, budget, etc.).

Edition de statistiques : le titulaire fournira chaque année via un fichier exploitable, la liste des abonnements en cours avec leur format (papier et/ou numérique), les quantités, leurs tarifs ainsi que leur date de début et de fin de validité pour chaque abonnement.

4.4 Clause environnementale

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande du CNC, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 Calendrier des commandes

Les commandes principales sont effectuées, pour la plupart, en 2 temps :

- au mois de janvier de l'année N pour couvrir les besoins en abonnements qui se terminent entre le 1^{er} mars et le 31 septembre ;
- au mois de septembre de l'année N pour couvrir les besoins en abonnements qui se terminent entre le 1^{er} octobre et le 28 février N+1 ;

Des commandes peuvent cependant intervenir en cours d'année. Dans ce cas, le CNC peut être amené à demander la livraison des supports de l'année en cours déjà parus.

5.2 Bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commandes émis au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande comportera notamment les indications suivantes :

- La désignation et l'adresse du titulaire du marché concerné,
- Le numéro de la commande,
- La référence du marché concerné,
- La désignation des prestations et des quantités,
- Le lieu et le délai d'exécution,
- Le prix hors taxes, la T.V.A applicable et le prix toutes taxes comprises des prestations concernées,
- Toute précision utile à l'exécution des prestations.

5.3 Modalités de livraison

Pour les formats papier : les titres livrés par portage doivent être livrés aux adresses précisées dans le bon de commande.

Les titres pourront être livrés sur 2 sites :

- au 291 boulevard Raspail - 75014 PARIS : Les livraisons devront s'effectuer pendant les jours ouvrés, entre 8h30 et 18h30.
- au 7 bis, rue Alexandre Turpault – 78 390 BOIS-D'ARCY. Les livraisons devront s'effectuer pendant les jours ouvrés de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Pour les formats numériques : les codes d'accès pour les abonnements en ligne devront être envoyés aux contacts indiqués dans le bon de commande correspondant. La livraison sera considérée comme réceptionnée dès la réussite de la première connexion.

5.4 Interlocuteurs dédiés

Le titulaire s'engage à faire assurer la gestion des devis ainsi que le suivi de la passation et de l'exécution des commandes par les personnes nommément désignées dans son offre.

Tout changement est soumis à une validation préalable du CNC. Le ou les interlocuteurs dédiés doit (doivent) être remplacé (s) par des personnes aux compétences équivalentes.

5.5 Forme des communications

Les communications entre le titulaire et le CNC pourront s'effectuer soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par courrier électronique.

Toute décision ayant une incidence directe sur la réalisation des prestations doit être préalablement et expressément approuvée par le CNC.

5.6 Horaires d'ouverture

Les interventions ont lieu les jours ouvrés, entre 9 heures et 12 heures et entre 14 heures et 17 heures.

5.7 Délais

Le titulaire indiquera au CNC les délais de livraison pour chaque titre commandé.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à assurer la régularité des livraisons et à ne pas dépasser les délais ci-dessous, appliqués à compter de la date de parution :

- * quotidiens édités en France : le jour-même ;
- * quotidiens édités à l'étranger : le lendemain ;
- * hebdomadaires édités en France ou à l'étranger : le lendemain
- * bimensuels édités en France ou à l'étranger : 2 jours ouvrés
- * mensuels édités en France ou à l'étranger : 2 jours ouvrés
- * bimestriels édités en France ou à l'étranger : 5 jours ouvrés
- * trimestriels édités en France ou à l'étranger : 5 jours ouvrés
- * semestriels, annuels et bisannuels édités en France ou à l'étranger : 5 jours ouvrés

Ces délais seront contractuels, en cas de dépassement du délai indiqué il sera fait application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP.

5.8 Obligations d'information

Le titulaire informe le CNC de toute modification tarifaire, suppression de titre, changement de format, de date de parution, opportunités d'abonnements groupés, etc. relatifs aux périodiques présents dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Concernant les nouveaux abonnements : le titulaire devra informer le CNC du délai de mise en service par type de périodiques (français, européens, non européens). Une fois les abonnements engagés chez les éditeurs, le titulaire s'engage à faire respecter les délais selon les titres.

Concernant les renouvellements d'abonnements : le titulaire s'engage à informer le CNC de la prochaine expiration des abonnements dans un délai de deux mois avant celle-ci.

5.9 Cessation de parution

Pour les titres faisant l'objet d'une cessation de parution, le titulaire procédera aux démarches nécessaires pour obtenir des éditeurs le remboursement au prorata des numéros non servis ou un avoir selon la politique pratiquée par l'éditeur. A défaut, il apportera la preuve de l'impossibilité d'obtenir ce remboursement ou cet avoir.

5.10 Annulation d'un abonnement

Les demandes d'annulation ou d'interruption d'abonnement par le pouvoir adjudicateur seront transmises aux éditeurs par le titulaire du marché qui devra traiter la demande dans les 24h à compter de la réception de la demande.

5.11 Réclamations

Dès la constatation de l'absence d'un numéro ou d'une anomalie, le CNC formulera une réclamation par mail ou par téléphone auprès du titulaire qui devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir des éditeurs les numéros manquants. Le titulaire s'engage à fournir et/ou remplacer les numéros défectueux et/ou justifier l'impossibilité de le livrer dans les délais.

Le titulaire devra accuser réception de toute réclamation et s'engage à traiter la demande sous 24h. Toute réponse émanant des éditeurs sera immédiatement portée à la connaissance du CNC.

5.12 Modifications des offres en faveur du CNC

Le titulaire fait bénéficier le CNC des offres nouvelles proposées par les éditeurs et qui seraient plus favorables que les abonnements en cours d'exécution.

Dans ce cadre, sur son initiative ou à la demande du CNC, le titulaire négocie avec les éditeurs la modification des abonnements en cours dans un sens plus favorable au CNC lorsqu'une nouvelle offre est proposée par les éditeurs.

Le CNC peut négocier le prix des abonnements directement avec les éditeurs. Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix facturés au CNC les conditions tarifaires plus avantageuses obtenus par le CNC. A cet effet, le CNC transmet au titulaire tout justificatif permettant de définir les nouveaux tarifs et l'accord de l'éditeur autorisant le titulaire à les appliquer aux abonnements proposés au CNC.

5.13 Limite d'exclusivité

Le CNC peut librement commander des abonnements hors marché s'il obtient des conditions tarifaires plus avantageuse de la part des éditeurs.

Afin de permettre la transition entre le titulaire et tout nouvel opérateur en charge de la gestion des abonnements du CNC, le titulaire ne peut prétendre à aucune exclusivité dans la réalisation des prestations durant les 3 mois précédant l'échéance du marché, y compris en cas de non reconduction.

ARTICLE 6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 34, 35, 36 et 37 du CCAG FCS.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications seront effectuées à chaque livraison dans les conditions de l'article 28.1 du CCAG-FCS. Il sera ensuite fait application des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1 Forme de prix

Les prix sont établis en euros.

Le présent marché est traité à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix du marché correspondent aux prix éditeurs de chaque abonnement, auquel est appliqué un coefficient multiplicateur, fixe pour la durée du marché, correspondant à la rémunération du titulaire pour

sa prestation (frais de gestion).

8.2 Contenu des prix

La base de référence du prix de l'abonnement est constituée du prix public éditeur le plus avantageux.

Toute nouvelle tarification sera ajustable en fonction du nouveau prix en vigueur (prix public éditeur) et sera mentionnée sur le bon de livraison, de même que chaque nouvelle mise en service.

Les frais de gestion sont exprimés sous forme de taux en pourcentage (coefficient multiplicateur) et sont calculés en fonction du montant total annuel des abonnements en € HT.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le coefficient multiplicateur est réputé complet et comprend toutes charges fiscales, parafiscales, écotaxe, les frais de douane ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'importation, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison, et d'une façon générale toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché.

Les frais résultant d'un ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les prix figurent dans les annexes financières de l'acte d'engagement (BPU).

8.3 Offre de prix promotionnel

Le titulaire peut proposer à tout moment durant l'exécution du Marché public, une diminution de ses prix dans le cadre d'offres de prix promotionnels.

Dans ce cadre, le Titulaire adresse au CNC le tarif ou la remise, par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la remise et la désignation précise des prestations concernées.

Le CNC notifie son accord par tout moyen permettant de lui donner date certaine.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Avances

En application de l'article R2191-16 du Code de la commande publique, à la condition que les prestations objet du bon de commande soient supérieur à 50 000€ HT et leur délai d'exécution supérieur à deux mois, sauf à y avoir renoncé, le titulaire a droit à une avance à hauteur de 20%.

Ce pourcentage s'applique au montant du bon de commande correspondant.

9.2 Acomptes

Le Titulaire a droit au paiement d'acomptes trimestriels dans les conditions définies aux articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

9.3 Périodicité de facturation

Les prestations feront l'objet d'une facturation semestrielle à terme échu.

La facture doit être conforme au tarif indiqué au présent marché et ses annexes.

9.4 Demandes de paiement

Les factures sont établies en un (1) original. Elles doivent être conformes au prix du Marché public tels qu'indiqués en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Le numéro du marché public,
- La date,
- La nature de la demande de paiement (demande de paiement pour solde ou demande d'acompte...),
- La description des prestations,

- Le montant total en € HT,
- Le montant de la TVA,
- Le montant en € TTC.

Le titulaire respecte notamment les obligations visées à l'article D2192-2 du code de la commande publique et celles liées à toute évolution de la réglementation.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale des Prestations, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés ainsi que les pénalités.

9.5 Facturation dématérialisée

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique (CCP), le titulaire et le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

En application de l'article L2192-5 du CCP, la transmission des factures s'effectue via une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée " portail public de facturation ". Ce portail internet est mis à disposition des émetteurs à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A titre informatif, plus de précisions sur le portail Chorus Pro et ses fonctionnalités, sont disponibles en consultant le site internet : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> .

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires prévues à l'article D2192-2 du CCP.

9.6 Facturation papier

Dans le cas où le Titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dématérialisation des factures, celles-ci sont envoyées à l'adresse suivante :

Centre national du cinéma et de l'image animée
Agence comptable – Service facturier
291 boulevard Raspail
75675 PARIS Cedex 14

9.7 Paiement et retard de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours en application de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date de réception des Prestations si celle-ci est ultérieure, en application de l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire, conformément aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - PENALITES

En cas de dépassement du délai indiqué à l'article 5.7 du présent CCP, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 - CESSION ET NANTISSEMENT

Le Marché public peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions définies aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché public à condition d'avoir obtenu du CNC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions fixées aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Nonobstant les cas de résiliation prévus dans le CCAG-FCS, le CNC peut résilier le marché public à tout moment, sous réserve du respect d'un délai de préavis de 3 mois.

ARTICLE 14 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

14.1 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché public et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire (et le cas échéant en cas de groupement, en la personne de chacune de ses composantes cotraitants et mandataire) doit justifier qu'il est Titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services du CNC ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité, dans un délai de quinze (15) jours.

14.2 Dispositif de vigilance (Article D. 8222-5 du code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du Marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

A défaut, le Marché public peut être résilié.

14.3 Dispositif d'alerte (Article L. 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le CNC enjoint aussitôt au Titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le Titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, le Marché public peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

14.4 Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le Titulaire s'engage à remettre au CNC, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des Prestations objet du Marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche,
- Sa nationalité,
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse le Marché public peut être résilié pour faute du Titulaire.

14.5 Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout Titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la Prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la Prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le Titulaire adresse au CNC, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux (2) documents

suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi,
- une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le CNC vérifie que le Titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

14.6 Clause « Diversité et Egalité »

14.6.1 Contexte et objectifs

Dans le cadre de sa candidature au double label « Diversité » et « Egalité », le CNC s'est engagé à mettre en œuvre des actions, procédures et outils afin de garantir l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines et progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations ont été engagées auprès de l'ensemble du personnel, en ciblant plus particulièrement les encadrants et le service des ressources humaines. Le CNC met également en place des actions de prévention et de lutte contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes et des dispositifs de contrôle de la politique de rémunération.

En parallèle des actions internes qu'il met en œuvre, le CNC souhaite impliquer ses différents partenaires, dont ses fournisseurs, dans la prise en compte de ces problématiques. Le CNC a ainsi choisie d'en faire une composante de sa politique d'achats responsables et de mobiliser ses fournisseurs sur ces enjeux.

Dans ce cadre, le titulaire mettra en œuvre les dispositions figurant à l'article 14.6.2 du CCP

14.6.2 Obligations du titulaire

Si le titulaire n'a pas remis le questionnaire « Diversité et Egalité », fourni en annexe, lors du dépôt de son offre, il renseigne le questionnaire et le transmet au CNC par courriel, dans un délai de 15 jours suivants la date de notification du marché, aux coordonnées ci-dessous, ou à toutes autres coordonnées communiquées au titulaire par le CNC :

desproegalitediversite@cnc.fr

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire et le transmettre au CNC dans un délai de 15 jours suivant la date de notification du marché, puis chaque année, dans un délai de 15 jours suivant la date anniversaire de la notification.

Le CNC pourra comparer la situation décrite à celle présentée initialement. Sur demande, les résultats pourront être adressés au titulaire.

14.7 Communication du BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis¹, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Dans ce cadre, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique au CNC

¹ *Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

son BEGES et le plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCP	Article auquel il est fait dérogation dans le CCAG
8.2 Contenu des prix	10.1.3